

Encore une fois, les Tunisiennes

Par Abdelkader Leklek

Rien n'est jamais écrit d'avance. Belle formule qui pourrait convenir comme représentation parfaite à la première strophe du très beau poème *La volonté de vivre* (*Iradat Ul-hayat*) du grand poète tunisien Aboul Qacim Echabbi, insérée, dit-on, sur l'initiative d'un autre grand homme de Tunisie, Mongi Slim, comme couplet final à l'hymne national du pays, et qui proclamait :

*Lorsqu'un jour le peuple veut vivre,
Force est pour le destin de répondre,
Force est pour les ténèbres de se dissiper,
Force est pour les chaînes de se briser.*

Dar Joued est une institution «éducative» de type carcéral où les femmes jugées récalcitrantes pouvaient être envoyées par leur tuteur, père, frère, mari et tout autre quidam agnat masculin, jusqu'à ce qu'elles se repentissent et soient disposées à se soumettre aux conditions posées par ledit tuteur.

Depuis, cela n'arrête pas de se reproduire au pays d'Elyssa, reine de Didon, Phénicienne et fondatrice de Carthage.

Il me souvient, comme illustration de ce vouloir vivre en brisant les chaînes et en dissipant les ténèbres, ce geste héroïque. Celui de cette étudiante de la faculté des lettres, des arts et des humanités de Manouba, Khaoula Rachidi, défiant sur le toit du bâtiment universitaire un gros bras salafiste, l'empêchant d'enlever l'emblème national tunisien pour le remplacer par la bannière noire des salafistes, le mercredi 7 mars 2012. Mais considérant le rapport de force physique sur la scène de l'exploit accompli par Khaoula, elle fut sauvagement bousculée et grièvement blessée par ce rojla-homme-barbu, agressant une femme qui célébrait la Journée internationale des droits de la femme.

Qu'à cela ne tienne. Toujours débroussailleuses des denses enchevêtrements des maquis compacts, faits de préjugés qui embastillent les femmes.

Une fois amarrées à leur condition féminine. D'autres aux conservatismes maximalistes travaillés jusqu'à titiller l'intangible et servis comme vérité absolue.

En fait, préservant des positions rentières. Sinon à des traditions érigées en diktats tranchés et bridés par les mâles, qui en réalité entretiennent des situations de privilèges.

Ou bien à une morale conçue et élaborée aux seuls intérêts du masculin pluriel, en passant par le religieux corrompu par une ridicule religiosité ostentatoire, faite d'interdits à toutes les heures de la vie et de contrevérités culpabilisantes qui empoisonnent des vécus féminins, déjà très peu épanouis. Jusqu'au pseudo retour à l'originel, autrement dit, à des archaïsmes bibliques.

Cette enfilade de manipulations avaient conduit à admettre la quasi-disparition des femmes de tous les espaces, comme une normalité légitimée, au point où certaines femmes elles-mêmes prirent part à cet utopique escamotage.

Cet état des lieux fit dire à l'intellectuel tunisien Mohamed Charfi, dans son livre⁽¹⁾ «Islam et liberté, le malentendu historique», à propos du droit qu'avaient

les maris de faire enfermer, sur ordre du juge, les femmes récalcitrantes jusqu'à ce qu'elles acceptent de rejoindre le domicile conjugal, qu'il faut rappeler à ceux, et surtout à celles qui réclament aujourd'hui le retour à la charia, les quelques femmes tunisiennes qui ont été endoctrinées par les intégristes ne s'imaginent absolument pas qu'il y avait à Tunis une telle prison, qu'elle s'appelait Dar Joued et qu'elle n'a disparu qu'avec l'émancipation de la femme tunisienne consacrée par le code du statut personnel adopté en 1956».

Pour rappel, Dar Joued est une institution «éducative» de type carcéral où les femmes jugées récalcitrantes

pouvaient être envoyées par leur tuteur, père, frère, mari et tout autre quidam agnat masculin, jusqu'à ce qu'elles se repentissent et soient disposées à se soumettre aux conditions posées par ledit tuteur. Entre autres, accepter un mariage arrangé sans leur accord, retourner au domicile conjugal d'un mari violent ou bien pervers.

Les Tunisiennes reviennent encore une fois, et ceci n'est pas le fruit du hasard. Aidées par une élite qui avait entraîné la société sur un culturel où se forgera petit à petit à l'école, dans les familles et dans tous les autres espaces de vie, la préservation des positions sociales paritaires des filles et des garçons. Elles récidivent, et qui plus est, de la plus belle des manières, c'est-à-dire selon une démarche policée.

Par la loi, votée par l'Assemblée des représentants du peuple.

Cette confrérie des éveillés⁽²⁾, pour reprendre le titre de l'excellent ouvrage de Jacques Attali décrivant un environnement cordouan du XII^e siècle, où par-delà les individus, les trois monothéismes avaient opté pour le respect, l'échange mutuel et la sauvegarde des différences, proscrivant la prééminence et l'hégémonie de l'une des religions sur l'autre.

Celles des vainqueurs sur celles des vaincus. Dans cette lignée des éclairés, la Tunisie engrange un bel et noble aréopage, allant de Tahar Haddad à Emna Belhaj Yahia, à Soumaya Mestiri, à Mezri Haddad, en passant par Hichem Djait, Mohamed Talbi, jusqu'à Youcef Seddik, Mohamed et Abdelmadjid Charfi, Yadh Benachour, Abdelwahab Meddeb, Hama-di Rdissi, Néji Jaloul et Inès Safi.

A travers tous leurs travaux, ces penseurs se sont attachés à analyser — selon des grilles de lecture adossées aux nouvelles disciplines des sciences humaines et sociales, comme l'anthropologie, l'ethnologie, l'archéologie, la sémiotique, la sémiologie, la sémantique et la linguistique, la sociologie et l'islamologie appliquée —, toutes les idées reçues et transmises sans vérification, sur des générations de reproducteurs, selon le taqlid, c'est-à-dire une imitation de l'ancien, sans remise en cause, pour les

démontrer et prouver leur contresens et tous les sophismes. La première déconstruction humaine, concernant d'autres compositions également humaines, fut sans conteste l'œuvre de Tahar Haddad. Dans son livre phare⁽³⁾ «Notre femme, la législation islamique et la société».

Au paragraphe consacré à la polygamie, il y va tout de go et affirme : «La polygamie ne pourrait à mon sens être considérée comme une institution ayant une base dogmatique dans la religion musulmane. Personnellement, je n'ai relevé aucune indication la confirmant.» Et il ajoute pour être complet, d'autres explications culturelles, civilisationnelles et sociales.

Enfin, il étaye son affirmation en recourant à deux versets coraniques, contenus dans la même sourate, à savoir le verset 3 de la sourate En-Nissa, les femmes, et le verset 129. Ceci fit que quand en 1956, sous l'impulsion du Premier ministre du dernier bey de Tunis, Lamine Bey, le futur créateur et premier président la république tunisienne, Habib Bourguiba, est promulgué par décret beylical le code du statut personnel, Majalat Al Ahoul al Chakhssia, le 13 août 1956, dont l'article 18 proclame explicitement l'interdiction de la polygamie en Tunisie.

Tous les analystes y décélérent la concrétisation des travaux de Tahar Haddad sur la question de la polygamie. Il est à ce stade intéressant de se questionner sur le pourquoi de ce qui est accepté et valable en Tunisie, confirmé sur la base de travaux académiques ne peut l'être dans tout l'espace islamique ?

En Algérie, le 12 octobre 1999, alors président du Haut-Conseil islamique, le défunt Abdelmadjid Meziane, l'un des rares intellectuels algériens à être arrivé à la spiritualité par la philosophie et par la raison, émettait un avis sur cette question. Il soutenait : «Inconcevable que les femmes puissent encore souffrir de la polygamie et des conséquences du divorce arbitraire, inspirés d'une fausse interprétation du texte religieux.» Il reçut une volée de bois vert de toutes parts, l'institutionnel y compris.

L'affaire fut vite enterrée, et le code de la famille algérien de 1984, modifié et complété en 2007, édicta en son article 8

L'Etat s'engage à protéger les droits acquis de la femme, les soutient et œuvre à les améliorer, garantit l'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assumer les différentes responsabilités et dans tous les domaines.

ceci : «Il est permis de contracter mariage avec plus d'une épouse dans les limites de la chari'â si le motif est justifié, les conditions et l'intention d'équité réunies.

L'époux doit en informer sa précédente épouse et la future épouse et présenter une demande d'autorisation de mariage au président du tribunal du lieu du domicile conjugal.»

C'est une situation représentative du phénomène que deux législations ayant pour extraction la même source référentielle peuvent se décliner en deux droits positifs, fondamentalement antinomiques. L'exemple est reproduit pour ce qui concerne la parité et la représentation des femmes dans les deux constitutions algérienne et tunisienne.

Si les deux lois fondamentales ne diffèrent pas sur l'essentiel pour ce qui concerne la promotion des droits politiques de la femme. Comme, du côté algérien, augmenter les chances des femmes d'accès à la représentation dans les assemblées élues, œuvrer à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi, encourager la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques ainsi qu'au niveau des entreprises, articles 35 et 36. Et pour les Tunisiens, réaliser la parité entre la femme et l'homme dans les conseils élus.

L'Etat s'engage à protéger les droits acquis de la femme, les soutient et œuvre à les améliorer, garantit l'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assumer les différentes responsabilités et dans tous les domaines, article 46. Il est relevé encore une fois un particularisme de la loi tunisienne, qui énonce au quatrième alinéa de cet article : «L'Etat prend les mesures nécessaires afin d'éradiquer la violence contre la femme.»

Faut-il aussi mentionner, par ailleurs, que quand toute la classe politique tunisienne de tous bords, représentée à l'Assemblée constituante, s'enlisait et faisait du sur place pour achever la nouvelle Constitution ? Ce sera la société civile tunisienne, organisée au sein du quartet composé de l'Union générale tunisienne du travail, l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Organisation tunisienne des avocats tunisiens, constituant un contre-pouvoir aux politiques, qui obligea, le 5 octobre 2013, tout ce beau monde à revenir au travail et parachever le texte instaurant la nouvelle république de Tunisie.

Rappelons à ce sujet que l'organisation de l'industrie du commerce et de l'artisanat est dirigée depuis mai 2011 par une femme, M^{me} Ouided Bouchamaoui.

Les nouvelles barrières démantelées cette fois-ci concernent justement ce dernier paragraphe de l'article 46, qui avait été décliné, sous la poussée des femmes élues, celles de la société civile et de la ministre de la Famille et de l'Enfance

Naziha Laâbidi, pour ne pas la citer, en loi contre toutes les violences faites aux femmes. Elle fut votée le 26 juillet 2017 par 146 des députés présents sur les 217 que compte l'Assemblée des représentants du peuple. C'est une loi qui envisage la condition des femmes en individualisant la reconnaissance de toutes les violences physiques, morales, psychologiques, sexuelles ou encore économiques, dont elles pourraient être victimes. Ce faisant, les femmes de Tunisie déplacent et repoussent les limites, jusqu'à en faire de ces violences par elles subies, une affaire publique, une affaire sociétale, une affaire d'Etat, quand en privé, sur des générations, les femmes ont souffert en silence.